



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA LOIRE

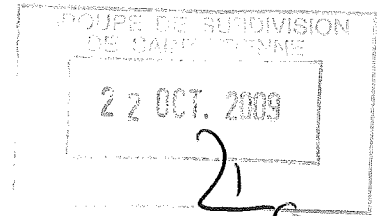
DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES  
ET EUROPEENNES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Odile PRACCA :  
Téléphone 04.77.48.48.95 ;  
Courriel : odile.pracca@loire.pref.gouv.fr

Dossier n° : 80/4765

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur



Cps. Rem. pp/PRR  
JPP  
Fait

Arrêté n° 2009/0611 portant mise en demeure

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juillet 1981, modifié par arrêtés des 5 mars 1986 et 17 juillet 1989, réglementant les activités de l'installation exploitée sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 27 juillet 2006 à la société VITALE RECYCLAGE pour des activités de broyage et de stockage de bois ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1326 du 8 décembre 2008 imposant à l'exploitant le nettoyage et l'élimination des terres polluées sur la parcelle n° 132 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1329 du 8 décembre 2008 imposant à l'exploitant la surveillance des eaux souterraines ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1417 du 24 décembre 2008 portant mesures d'urgence à l'encontre de la société VITALE RECYCLAGE ;

VU les résultats des prélèvements de sols du 26 novembre 2008 et du 8 janvier 2009 réalisés par CTC ;

VU les résultats des prélèvements de sols du 11 juin 2009 réalisés par SGS ;

VU le rapport INERIS en date du 26 août 2009 ;

VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 25 septembre 2009 constatant que la société VITALE RECYCLAGE n'a pas respecté toutes les prescriptions des arrêtés précités ;

**CONSIDERANT** que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées, et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de les satisfaire, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : La S.A.R.L. VITALE RECYCLAGE est mise en demeure de respecter, **sous un délai d'un mois** les prescriptions:

- des articles 2.4 et 2.6 de l'arrêté n° 1299 du 8 décembre 2008 relatives à la surveillance des eaux souterraines

**ARTICLE 2** : La S.A.R.L. VITALE RECYCLAGE est mise en demeure de respecter, **sous un délai de trois mois** les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté n° 1417 du 24 décembre 2008, relatives à l'étude de compatibilité des milieux avec les usages.

**ARTICLE 3** : La S.A.R.L. VITALE RECYCLAGE est mise en demeure de respecter, **sous un délai de quatre mois** les prescriptions:

- de l'article 8 de l'arrêté n° 1417 du 24 décembre 2008, relatives au décapage de la parcelle cadastrée n° 132 ZI Les Grandes Terres à Saint Cyprien jusqu'à une teneur de 1 mg/kg de PCB
- de l'article 4.3 de l'arrêté n° 1326 du 8 décembre 2008 relative à l'élimination des terres polluées dans des filières agréées

**ARTICLE 4** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement susvisé.

**ARTICLE 5** : En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de sa publication ou de son affichage.

**ARTICLE 6** : M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le

21 OCT. 2008



Pierre COUBELET

Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur de la S.A.R.L. VITALE RECYCLAGE
- Z.I. Les Volons II

42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON
- Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN
- M. l'Inspecteur des installations classées, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
- Archives
- Chrono 2009 / 233

